

# **JOURNAL PARLÉ**

**DE LA MAISON DE L'EUROPE DE PARIS**

*Lundi 12 avril 2010*

**L'EUROPE DANS LE MONDE D'AVRIL 2010**

**par Jean-Pierre GOUZY**

Vice-président de la Maison de l'Europe de Paris  
Président d'honneur de l'Association des Journalistes Européens

## UNE REPRISE CONTRASTÉE

A en croire les augures de ces temps versatiles et les gazettes du printemps, un signe de reprise ne trompe pas : l'économie américaine a commencé à engendrer des emplois en Mars, avec 162.000 créations de postes. Du jamais vu depuis presque trois ans, dont on peut attendre un regain de la consommation des ménages. Inversement, l'économie américaine n'avait jamais autant perdu d'emplois qu'en Janvier 2009 (779.000) et encore en Mars de l'année dernière (753.000). D'autre part, les chiffres de la construction demeurent toujours incroyablement faibles malgré la reprise des ventes de biens immobiliers à New York. Si on veut croire, comme Barak Obama, que bientôt « on va apercevoir le bout du tunnel », essayons aussi de voir les réalités en face... Tout dépend, en effet, de ce qu'on entend par « bout du tunnel ».

Quelles sont, tout d'abord, les perspectives de croissance pour 2010 telles que les analystes des meilleures institutions de prévision économique et financière les envisagent ?

- Dans les principaux pays émergents, cette croissance sera très forte avec 10 % en Chine (contre 8,7 en 2009), suivie de l'Inde (7,7 % contre 5,3 en 2009). Celle du Brésil serait de 4,7 points. Celle des États-Unis de 3 points. Sur le plan mondial, elle serait de l'ordre de 4 %. Par contre, la conjoncture dans l'ensemble de l'Union européenne ne serait encore que légèrement positive, selon le FMI : +1,5 % en Allemagne ; 1,3 au Royaume Uni ; 1,4 en France ; 0,8 en Italie, la croissance 2010 de la zone euro serait inférieure à 1 point. La crise, elle, continuera d'une manière générale à redistribuer les cartes en faveur, notamment de l'Extrême-Orient.

Quelques chiffres encore avant de tourner la page de 2009. Les échanges du monde ont finalement chuté de 12 %, alors que les cinq années précédentes, ils étaient positifs. Pour le FMI, la crise aurait coûté jusqu'ici 1.226 milliards de dollars au secteur bancaire qui, malgré tout, a continué à distribuer des bonus sexy et même si – toujours selon la même source – les États ont dû injecter 484,4 milliards de capitaux, pour éviter une nouvelle grande dépression du type 1929/1930, même si nul ne peut dire au stade actuel quelle part de leur mise pourra être remboursée.

- D'autre part, les séquelles de la crise 2008/2009 demeureront prégnantes dans trois domaines : le chômage, les déficits publics, l'endettement.
  - Le chômage d'abord : il représente 10 % de la population active de la zone euro ; presque autant pour l'ensemble de l'U.E. Il est du même montant en France où 2.778.000 personnes sont indemnisées par Pôle emploi contre 2.440.000 en Février

2009. Il est au plus haut en Lettonie (21.7 %) et en Espagne (19 %). Il est le plus faible aux Pays-Bas (4,6) et en Autriche (5), mais aussi en Allemagne, relativement (7,5).

Au total, on décompte 26 millions de chômeurs dans l'U.E. et 15.750.000 dans les pays de la zone Euro, soit pour celle-ci 1.100.000 de plus qu'en Février 2009. En comparaison, 7,3 % des américains sont, de leur côté, chômeurs, soit 15 millions de la population active des États-Unis.

- Les déficits publics : Selon l'OCDE, les déficits publics représenteraient en 2010, 7 % du PIB de l'ensemble de la zone Euro. En France, ils culmineront à près de 9 % du PIB (contre 8 % en 2009). Ils n'en représentaient que 3,1 % en 2008.

Les déficits publics 2010 de l'Espagne, de l'Irlande, du Royaume-Uni, de la Grèce atteindraient respectivement 11,4 %, 12, 12,6 et 13 % de leur PIB.

Le déficit public allemand annoncé serait, par contre en 2010, de l'ordre de 6%, contre 3,4 en 2009.

Celui des États-Unis a bondi de 6,5 points en 2008 à 11,2 en 2009.

- L'endettement, maintenant. Il a atteint en France 1.489 milliards d'Euros, selon l'INSEE, soit 77,6 % du PIB au quatrième trimestre 2009, contre 67,5% en 2008 et 57,8 % au début du présent siècle. Selon les prévisions du FMI, il atteindrait 96 % du PIB national en 2014 et 82,5 % dès cette année, niveau déjà considéré comme « historique ».

De même, si personne n'est surpris d'apprendre que la dette italienne de 103,5 % en 2007 bondira à 117,8 en 2011, on est plus étonné de constater que les endettements britannique, allemand, américain s'élèveront respectivement entre 2007 et 2014 de 44,1 à 98 % du PIB ; de 63,4 à 89 ; de 61,9 à 108 %, même si la palme de l'endettement revient au Japon dont la dette atteignait déjà 187,7 % du PIB en 2007.

D'après l'OCDE, dès 2011, la dette des pays industrialisés (U.E., USA, Canada, Japon) dépassera globalement 100 % de leur PIB. Rien n'indique, en effet, qu'elle puisse diminuer ces prochaines années.

Selon le « New York Times », comme dans le cas de l'effondrement du marché hypothécaire des subprimes, il y a trois ans, les produits dérivés ont joué un grand rôle dans l'explosion des dettes à risques des entreprises. Cette fois-ci, les instruments pointés du doigt sont les instruments financiers adossés à des crédits.

Avec, notamment, une dette américaine cumulée qui atteignait au début de 2010 12.300 milliards de dollars (8.859 milliards d'Euros), soit 85 % approximativement du PIB, nous sommes dans une conjoncture où, comme on l'a dit, « la spirale de

l'endettement est alimentée par les charges à payer pour celui-ci, mais aussi du fait que les exercices ne couvrent plus pratiquement nulle part les dépenses ».

Ces records négatifs sont évidemment incompatibles – rappelons-le encore – avec les normes fixées par le Traité de Maastricht, toujours officiellement en vigueur même si personne ne les respectent et si Bruxelles fait semblant de croire qu'on les respectera dans X années, selon les cas de figure. Dans les grands pays, seule l'Allemagne est encore prise à peu près au sérieux quand on rappelle les tables de la Loi : pas de déficit public supérieur à 3 % du PIB et pas de dette publique qui dépasse 60 % de celui-ci, sauf si la tendance montre une diminution régulière vers l'objectif de 60 %.

Même si le Traité a prévu que des « circonstances exceptionnelles puissent avoir des effets dérogatoires, quand le dérogatoire devient la règle, les engagements pris perdent toute signification. L'Europe du Traité de Maastricht a conçu une monnaie unique sans gouvernement, mais dépendante des choix budgétaires et fiscaux de 16 gouvernements. L'Eurogroupe, que préside Jean-Claude Juncker, n'est pas, en effet, un gouvernement. La Banque centrale européenne que préside l'autre Jean-Claude, M. Trichet, non plus et contrairement à ce que pense notre président de la République et plus prudemment la chancelière allemande ou M. Van Rompuy, le Conseil européen qu'il préside, non plus.

Et pourtant, que de déclarations n'a-t-on pas faites pour éviter les déboires auxquels nous sommes confrontés, notamment dans les années 1990. N'est-ce pas, en particulier, lors du Conseil européen de Luxembourg de Décembre 1997 qu'on a explicitement chargé le Conseil ECOFIN de la surveillance de l'orientation économique, lui reconnaissant, à cet effet « une place déterminante au cœur du processus de coordination et de prise de décision » pour « consacrer l'unité et la cohésion » de l'ensemble communautaire.

« La coordination renforcée, disait la déclaration, inclut la surveillance étroite de l'évolution macroéconomique afin d'assurer une convergence soutenue (...), la surveillance des politiques budgétaires, la surveillance des politiques structurelles menées par les États membres, ainsi que l'encouragement des réformes fiscales »  
Bla, bla, bla, etc., etc....

## **LE TONNEAU GREC DES DANAÏDES**

Dans le contexte du moment, deux petits pays de la zone Euro ont complété le tableau de crise dont nous venons de rappeler quelques caractéristiques essentielles. Ces deux pays du club Med sont le Portugal (8 points de déficits publics et 84,6 % d'endettement), mais surtout la Grèce, véritable tonneau des Danaïdes – c'est le cas de le dire - avec 12,9 % de déficits publics et 124,9 % d'endettement et en prime, 10,2 % de chômeurs.

De plus, la Grèce de la famille Papandréou (gauche actuellement aux affaires), héritière de la famille Caramanlis (droite) n'a pas bonne presse dans la mesure où elle est considérée comme la championne de l'économie non déclarée (25 % du PIB) et du clientélisme, au sein d'une zone Euro que M. Trichet, président de la Banque Centrale, s'efforce de gérer en bon père de famille. C'est pourquoi on a commencé à avoir de sérieuses inquiétudes à Bruxelles et à Francfort, quand les agences de notations financières – Ficht, Standard et Poor's, Moody's – ont dégradé les notes des obligations d'État grecques et celles des quatre principales banques du pays. Bref, comme on le voit, après la crise de l'émirat de Dubaï en Novembre 2009, celle de la Grèce a eu au moins le mérite d'attirer l'attention sur d'autres chocs potentiels qui pourraient être lourds de conséquences pour l'avenir de la zone Euro elle-même, notamment si elle devait avoir des effets d'entraînement pour certains pays européens affaiblis par un rétropédalage économique à peu près général.

Dans cette conjoncture détestable, le nouveau gouvernement de M. Papandréou, à peine sorti des urnes, a dû prévoir une forte réduction des dépenses, la baisse des salaires des dirigeants d'entreprises publiques, un gel de la rétribution des fonctionnaires, un impôt exceptionnel sur les « gros profits », etc... Malgré cette cure immédiatement et drastiquement décrétée, la confiance a eu beaucoup de mal à produire quelques premiers effets, même si mettre fin à des dérives budgétaires, fiscales, financières, s'impose à la Grèce, avec l'appartenance durable à la zone Euro. Les marchés n'en sont guère convaincus, quelques 10 milliards d'Euros retirés des Banques grecques depuis le début de l'année en témoignent.

La crise grecque a atteint un tel niveau d'alerte que la multiplication des incantations du type « le problème grec est un problème que la Grèce doit résoudre elle-même » n'a rassuré que ceux qui voulaient bien l'être. Quand, le 15 Janvier dernier, le gouvernement d'Athènes, pour faire face à ses échéances, s'est décidé à emprunter 8 milliards d'Euros sur les marchés financiers, il a dû le faire à un taux qui a pu être considéré comme prohibitif (6,16 % quand le même emprunt à dix ans est négocié à 3,18 % Outre-Rhin).

En fait, la spéculation internationale qui n'est pas une abstraction, en visant le maillon le plus faible de la zone Euro montrait sa capacité à, éventuellement, viser l'Europe elle-même. On en a eu confirmation, le 13 Février dernier quand la monnaie européenne s'est échangée à 1,3648 dollars<sup>1</sup>, alors que chutaient les bourses à Lisbonne et Madrid, manifestant leur défiance à la suite d'un Conseil européen dit « extraordinaire » convoqué le 11 Février par son nouveau président, Herman van Rompuy pour se saisir d'un dossier grec devenu prioritaire. Si le message des dirigeants européens, en la circonstance, a pu être considéré comme ayant une valeur politique et psychologique, à l'égard du gouvernement grec, les « mesures coordonnées » destinées à faciliter le sauvetage hellène pour éviter une remise en cause de la zone euro elle-même, ont tardé à se concrétiser.

Pour sa part, la Commission européenne qui, selon l'expression de l'économiste Daniel Cohen, a surtout montré, dans cette affaire, la faiblesse de son « pouvoir d'audit des finances publiques », a tenu à faire savoir qu'elle est bien détentrice des procédures d'infraction pour déficit excessif prévues par les traités, au nom d'un « Pacte de stabilité et de croissance » dont les normes ne sont plus respectées. Mais, tranquillisons-nous, la spéculation a encore de beaux jours devant elle et ceux qui la pratiquent n'ont pas à redouter, ni en Europe, ni aux États-Unis, qu'on leur coupe la tête comme ce fut le cas en Corée du Nord, le 18 Mars dernier, quand cet aimable responsable financier du pays du matin tranquille, Pam Nam-Ki a été exécuté pour avoir mal mené une réforme monétaire et mis en péril l'économie locale !

Encore une fois, en Europe, la vraie question qui se pose aujourd'hui est celle de savoir si on peut continuer à assumer une gestion dynamique et cohérente de la monnaie unique, sans un réel gouvernement européen ? Le dollar serait-il encore le dollar sans l'existence d'un gouvernement des États-Unis ? Comment, sans même aller au terme de cette logique, peut-on concevoir à la longue l'existence, en vertu du Traité de Maastricht de 1992, d'une sécurité monétaire commune avec une clause dudit traité récusant le sauvetage d'un pays de la zone Euro par ses partenaires, sauf «cas de catastrophe», même si, par ailleurs, le Traité de Lisbonne de 2009 sur le fonctionnement de l'Union européenne, tout en récusant la responsabilité de l'Union du fait des obligations d'un État membre, permet d'accorder une assistance financière de l'U.E. quand un État membre est confronté à des difficultés dans des circonstances exceptionnelles.

---

<sup>1</sup> 1,34888 le 9.04.2010

Du coup, les scénarios pour surmonter l'épreuve grecque se sont multipliés, qu'il s'agisse de recours à des aides bilatérales concertées, d'émissions obligataires européennes, comme l'a suggéré Jean-Claude Juncker, d'appels à l'intervention du Fonds monétaire international considéré comme « humiliante » à Paris et par le président de la Banque centrale européenne, ou encore (propositions plus ambitieuses à long terme) de la constitution d'un Fonds monétaire européen préconisée par le ministre allemand des finances (CDU), Wolfgang Schäuble, qui permettrait de prêter à l'un des membres de la zone Euro, en cas de nécessité, à un taux d'emprunt normal et mutualisé. Voire de la création d'un Trésor public européen. En attendant, toutefois, l'expertise conjoncturelle du Fonds monétaire international qui dispose d'une expérience difficilement remplaçable dans l'immédiat.

## **EUROZIZANIES**

Malheureusement, ces débats se sont déroulés sur fond de zizanies franco-allemandes et risquent de laisser des traces dans une relation considérée comme prioritaire à Paris, comme Outre-Rhin, depuis des décennies, à juste titre, puisque le 4 février dernier, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel présentaient encore 80 initiatives pour renforcer leur coopération lors du 12ème Conseil des ministres franco-allemand.

- Christine Lagarde, Ministre française de l'Economie, a crû devoir reprocher ouvertement à l'Allemagne, dans le « Financial Times » du 15 Mars 2010, de sacrifier la demande intérieure au bénéfice de ses excédents, privilégiant ainsi égoïstement ses exportations au détriment de ses partenaires, nuisant, par voie de conséquence, au bon équilibre économique de l'ensemble de la zone Euro (la R.F.A. aurait enregistré en 2009, un excédent commercial de 80 milliards d'Euros et la France un déficit de 28 milliards). Autrement dit, l'Allemagne jouerait les cavaliers seuls, au lieu de notamment « diminuer les impôts pour encourager la consommation », alors que précisément un débat politique interne fait rage à ce sujet Outre-Rhin.

L'intervention de Mme Lagarde n'était pas, pour autant, le fait du hasard. Dans la presse du groupe Dassault, plusieurs articles ont pu retenir l'attention à cet égard, mettant en cause la politique économique de l'Allemagne qui se servirait de

l'Europe pour accumuler « d'énormes excédents commerciaux » bilatéraux avec la quasi-totalité de l'Euroland, tandis que le « Figaro Magazine » du 20 Février dernier accueillait avec complaisance la prose de l'économiste Christian Saint-Etienne, auteur d'un livre consacré à « La fin de l'Euro ».

- La réaction de Mme Merkel n'a pas tardé. Le 17 Mars, la Chancelière est, en effet, sortie de ses gonds : « A l'avenir, a-t-elle déclaré devant le Bundestag, il nous faut une inscription dans le Traité permettant en dernier recours, d'exclure un pays de la zone euro si les conditions ne sont pas remplies de façon répétée sur le long terme ». Le Président de la Banque centrale européenne a, presque du tac au tac, qualifié « d'absurde » l'hypothèse de l'exclusion d'un pays de la zone Euro, puis la Commission européenne, pour montrer qu'elle a toujours son mot à dire, a adressé un coup de semonce budgétaire le 17 Mars, à Londres et Paris, afin que Britanniques et Français appliquent strictement le pacte de stabilité et de croissance, au lieu de tableter, comme ils le font, sur des projections à l'évidence « trop optimistes ».

Un seul point d'accord global, à la mi-Mars, pour Mme Merkel, M.M. Sarkozy, Juncker, Papandréou, qui ont demandé de concert une enquête sur le rôle de la spéculation dans l'envol des coûts d'emprunt des États. Les Hedge funds, vieilles connaissances dont on a beaucoup parlé au moment du grand déballage financier 2008/2009, sont toujours à l'affût. Par ailleurs, parmi les grandes banques de Wall Street, le nom de Goldman Sachs a souvent été prononcé.

Concluant temporairement ce débat fondamental, le Commissaire européen aux affaires économiques et financières, le finlandais Olli Rehn, a rappelé, comme il se devait, la leçon essentielle de la crise : « Nous avons à mettre en place une surveillance rigoureuse et systématique des budgets nationaux dans la zone Euro » et subsidiairement en ce qui concerne la dette, retenons cet avertissement : « En France, au Royaume-Uni, en Espagne, le poids de la dette s'alourdit à une vitesse qui exige que ces pays respectent au plus tard en 2011 et peut-être dès cette année la discipline budgétaire acceptée en commun ». Finalement, et c'est ce qu'il faut retenir de ce rappel des événements, l'avenir de l'Euro vient bel et bien d'être mis en cause. Quant à la Grèce, tant que les écarts de rendements entre les emprunts grecs et allemands resteront aussi élevés (les coûts d'emprunt pour dix ans sont encore montés à 7,16 %, le 6 Avril, atteignant 7,5 points le 8,) on ne peut pas dire qu'elle est encore tirée d'affaires.

- Réunis à l'occasion du quarante troisième anniversaire des « Traités de Rome » pour un Conseil européen, cette fois « ordinaire », les 27, contraints par la pression des événements, de dégager un compromis, ont fini par adopter le 25 Mars, un mécanisme de soutien à la Grèce. « En complément du financement du Fonds monétaire international, il doit être considéré comme un « ultime recours », ce qui signifie que, dans l'hypothèse où le financement par les marchés s'avèrerait insuffisant, les aides européennes prendraient le forme de prêts bilatéraux ». Pour l'heure, cependant, nous n'avons pas encore de calendrier annoncé. De plus, la décision d'intervenir concrètement devra être prise à l'unanimité par l'Eurogroupe. Aux toutes dernières nouvelles, 30 milliards d'Euros, seraient nécessaires pour stabiliser la situation et la Grèce ferait prochainement une démarche en vue de demander l'ouverture officielle de pourparlers avec les autorités européennes et le FMI.

Jamais, le FMI n'a été sollicité jusqu'ici pour participer au sauvetage d'un pays de la zone Euro, considérée comme une zone monétairement et économiquement forte. Seuls trois États de l'Europe de l'Est adhérant aujourd'hui à l'Union européenne, hors zone Euro (Hongrie, Lettonie, Roumanie) ont été concernés par les bons soins du Docteur Strauss-Kahn.

Certes, en échange de son « feu vert », l'Allemagne a obtenu que soit adopté un « durcissement de la discipline budgétaire des pays de l'Euro ». Reste à la définir. Tout dépend, maintenant, pour l'avenir à court terme, de la réaction des marchés dont les exigences à l'égard de la Grèce demeurent à la hauteur de leur prévention.

Au-delà, notre continent fera difficilement l'économie d'une véritable autorité monétaire centrale qui devra, de surcroît, disposer des moyens d'intervention budgétaire nécessaires pour opérer, quand les circonstances l'exigeront, des transferts de ressources vers les pays ou les régions en difficulté, comme l'Allemagne l'a fait lors de sa réunification. Même, en la circonstance, si ces transferts n'ont pas la même intensité.

- C'est dans ce contexte mouvementé que les institutions prévues par le Traité de Lisbonne ont pris corps. Désormais, le nouvel organigramme communautaire est en place, avec la désignation de José-Manuel Barroso pour un deuxième mandat ; puis de Catherine Ashton, en tant que Haut représentant pour les affaires extérieures et de sécurité, après l'accord

intervenir au sein du Conseil européen pour confirmer au belge Herman Van Rompuy, sa propre présidence d'une durée de deux ans et demi

En fait, le Service diplomatique qui doit seconder Mme Ashton dans sa tâche n'est pas encore en place, alors qu'il devra inclure plusieurs milliers de fonctionnaires ou assimilés venus du Conseil des ministres de l'Union, des gouvernements nationaux, de la Direction générale des relations extérieures de la Commission. Nous aurons l'occasion d'y revenir, d'autant que la présentation du SEAE a déjà fait, pour des raisons politiques, l'objet d'escarmouches entre un Parlement européen désireux de contrôler son budget et les gouvernements qui ne l'entendent pas de cette oreille.

## **BARROSO II**

La Commission Barroso II, elle, a reçu l'investiture du Parlement européen le 9 Février 2010 à une confortable majorité (488 voix pour – 137 contre – 17 abstentions). Le collège, à vrai dire, ressemble un peu trop à une escouade mexicaine avec ses 27 membres (un par pays) dont 7 vice-présidents, mais parmi ceux-ci pas de français, M. Sarkozy ayant préféré voir attribuer le portefeuille-clé du marché intérieur et des services financiers à Michel Barnier, afin d'éviter qu'un partisan du libéralisme anglo-saxon n'en bénéficie... L'intéressé s'est aussitôt mis à l'ouvrage et prépare un « livre vert sur la gouvernance des entreprises financières ».

Enfin, l'Espagne dont l'économie est en chute libre préside le Conseil des ministres, à l'exception de celui des Affaires étrangères dévolu à Mme Ashton, en vertu du Traité de Lisbonne. Comme vous le voyez, tout cela est d'une simplicité biblique !

Pour le moment, c'est le premier ministre espagnol, M. Zapatero, qui assume la présidence du Conseil. La rotation semestrielle fait que le premier ministre belge flamand en exercice, M. Yves Leterme, assurera cette présidence au second semestre, tandis que M. Van Rompuy, également belge flamand, exercera ses fonctions à la présidence du Conseil européen. Pourvu que les Wallons n'en fassent pas une maladie et que l'unité belge déjà très mal en point n'explose pas sous cette double mandature !

La Commission Barroso II est, de son côté, à l'ouvrage. Elle a adopté le 31 Mars son programme intitulé « le moment d'agir (stratégie pour une croissance intelligente, durable et inventive)» qui concerne la période 2010/2020. Celui-ci se présente comme une déclaration d'intention destinée au Conseil et au Parlement européen, mais aussi aux citoyens. Concernant plus particulièrement les citoyens, le Traité de Lisbonne a prévu, en effet, qu'une initiative signée par, au minimum un million d'entre eux appartenant au moins à un tiers des États membres permettrait de proposer directement à la Commission de nouvelles dispositions législatives. La Commission a d'ailleurs d'ores et déjà adopté, à cet égard, une proposition soumise au Conseil et au Parlement européen. C'est un progrès auquel seront sensibles les partisans de la démocratie participative. Faut-il encore que sa mise en application ne soit pas trop complexe et que les européens engagés n'ignorent pas les nouvelles possibilités qui leur sont données d'intervenir directement dans le processus communautaire

Reste à savoir si ce projet de stratégie 2010/2020 sera pris en considération comme une « ardente obligation » ou s'il connaîtra un sort comparable à celui qui fut adopté par le Conseil européen de Lisbonne des 23 et 24 Mars 2000, pour définir la stratégie communautaire des années 2000/2010. Il prétendait « doter l'économie fondée sur la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'assurer une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'assurer une plus grande cohésion sociale ». Rien que cela ! Par rapport aux ambitions proclamées, où sont, voulez-vous me dire, les résultats ?

Nous aurons, là encore, l'occasion de revenir à la charge sur ce dossier, dès Juin prochain.

De même, la Commission Barroso II devra préparer le grand débat sur le renouvellement de la politique agricole commune en 2013. C'est déjà une source de controverses. La France et l'Allemagne ont annoncé la préparation d'un document commun. En tant que co-législateur avec le Conseil, le rôle du Parlement européen pourrait être déterminant, même s'il paraît d'ores et déjà acquis que le poids de la PAC va continuer à baisser dans le budget européen.

En fait, de lourds dossiers se préparent, dans tous les domaines, à Bruxelles, qu'il s'agisse de la réunion du G20 de Toronto sur la gestion des affaires économiques et financières mondiales, avec par exemple, un projet de taxation mondiale des banques ; l'adoption d'un nouveau code dissuasif pour les « paradis fiscaux » ; celui, aussi, des suites à donner au Conseil européen de Juin prochain, après l'échec de la

conférence également mondiale de Copenhague sur le climat en décembre dernier et en vue d'un nouveau rendez-vous du même type à Cancun, du 29 Novembre au 10 Décembre 2010 ; celui, enfin, de la gestion de la catastrophe humanitaire d'Haïti (220.000 morts, des centaines de milliers de sans abri). L'Union européenne a envoyé un contingent de 350 gendarmes sur place et s'est engagée à hauteur de 1,6 milliards de dollars sur un total de 3,8 que Port-au-Prince espérait recueillir de la communauté internationale pour sortir dans les dix-huit mois le pays du marasme.

Il faut avoir présent à l'esprit l'ensemble des problèmes posés pour mesurer l'étendue croissante des responsabilités de l'Union européenne telle qu'elle se profile avec l'après Lisbonne. Deux personnalités sont désormais préférentiellement dans le collimateur du Parlement européen : Mme Ashton, d'une part, en tant que Haute représentante de l'Union européenne pour la politique extérieure et de sécurité, qui (bien que non responsable statutairement devant lui) a dû, faute d'expérience et de disposer jusqu'ici du service-armada d'action extérieure promis, essayer beaucoup de plâtres, et M. Barroso, d'autre part, en tant que président de la Commission, pour la seconde fois, donc parfaitement initié et rôdé, mais qui ne le sera pas une nouvelle fois, car le Traité ne prévoit pas la possibilité de lui attribuer un troisième mandat. Il dispose donc de la pleine liberté de ses mouvements. Son rôle ne saurait se confondre avec celui d'un Secrétaire général d'organisations internationales classiques du type OCDE. On attend de la Commission qu'elle reste, tout simplement, la clé de voûte du système européen dont Robert Schuman et Jean Monnet furent les instigateurs. Et de son président, qu'il ne s'accommode pas d'un rôle réducteur au moment où, le Traité de Lisbonne vient d'étendre notablement le champ de la majorité qualifiée et de la codécision au profit du Parlement européen. L'avenir de la méthode communautaire est à ce prix.

## **L'UKRAINE A HUE ET A DIA**

Les récents évènements survenus en Ukraine et en Russie incitent à vous entretenir largement, aujourd'hui, de la situation dans ces deux pays voisins de l'Union Européenne et de leur positionnement sur le plan européen et mondial. C'est un dossier crucial.

Entre l'Océan glacial arctique et la Mer Noire, si on inclut la Biélorussie (ou Bélarusse), état également issu de l'ex-URSS, nous partageons plus de 4000 kilomètres de frontières

communes avec les Russes, les Biélorusses, les Moldaves et les Ukrainiens. De plus, la Russie – ne l'oublions pas – reste la grande pourvoyeuse de gaz des pays de l'Union européenne. Elle détient à elle-seule, 24 % des réserves mondiales et certains pays de l'U.E. en dépendent à 100 %. Pour l'heure, 80 % du gaz russe vers l'Europe transitent par le gazoduc Brotherhood qui traverse l'Ukraine, périodiquement en bisbille avec le Kremlin qui a plusieurs fois bloqué l'approvisionnement de l'Europe Occidentale ; 26 % dépendent d'un autre gazoduc Yamal, à travers la Biélorussie et la Pologne.

A partir de 2012, grâce au projet North Stream, négocié par l'ancien chancelier Schröder avec Poutine, la Russie reliera l'Allemagne sous la Mer Baltique. South Stream dès 2013 permettra, de son côté, en passant sous la Mer Noire, d'alimenter l'Italie, la Bulgarie, etc.... tandis que le projet Nabucco de l'Union européenne, évitera la Russie, en construisant un pipe qui transitera depuis l'Azerbaïdjan, avec du gaz de l'Asie centrale, à travers la Turquie, les Balkans, pour aboutir en Autriche. Au total, l'U.E. dépend aujourd'hui de la Russie pour 42 % de ses importations globales de gaz. Ce pourcentage, avec l'installation de nouveaux pipes, va s'élever sensiblement au cours des prochaines années, même si certains pays d'Europe occidentale comme la France, diversifient au maximum leurs approvisionnements, grâce à l'Algérie, la Norvège, etc.

L'Ukraine et la Russie ont vu, en 2009, du fait de la crise économique, leur croissance chuter brutalement : - 14 % dans le premier cas, - 7,5 % dans le second.

- L'Ukraine, quant à elle, vient de franchir une étape politiquement importante en propulsant à sa présidence, à la suite d'élections considérées comme fiables, le leader des russophones, Viktor Ianoukovitch, qui a emporté, le 6 Février dernier, le scrutin présidentiel avec 69,07 % des suffrages exprimés. Le parti orangiste de la belle loula Timochenko, premier ministre à la tresse d'or, ex-égérie de la Révolution orange a été doublement battu par la voie électorale, d'une part, puis à la suite d'un vote de censure parlementaire, grâce à l'appui des communistes et des dissidents de l'ancienne majorité qui ont rallié pour la circonstance le vainqueur du moment, symbole de l'Ukraine orientale, russe, industrielle, orthodoxe, opposée ainsi que certains oblasts de l'Ukraine méridionale à l'Ukraine occidentale qui pratique la langue nationale et où, au surplus, l'influence des catholiques uniates est demeurée forte. Si, indéniablement, les grandes villes de l'Ukraine orientale Dnipropetrovok, Donetsk, Kharkov peuvent être qualifiées de russes, ce n'est pas le cas ni de Lvov qui fut polonaise, ni de Kiev, bien qu'elle fut la mère des villes de la « Rou's » aux environs de l'an 1.000. Au milieu du XIV<sup>ème</sup> siècle, le

patriarche de Constantinople, parle de la « Rou's ukrainienne » (petite Russie) et de la « Russie extérieure » ou « Grande Russie » pour désigner la Russie moscovite.

Comme on le voit, il existe, en fait, deux Ukraines : l'une tournée vers l'Europe continentale ; l'autre vers la Russie et la Mer Noire. C'est pourquoi, l'élection de Viktor Ianoukovitch a été chaudement accueillie à Moscou, même si cette élection ne résout pas comme par enchantement les contentieux réels ou potentiels. Je pense disant cela, notamment, au gaz ou au pétrole russe dont l'Ukraine, avec ses 46 millions d'habitants est dépendante (Gazprom ne fait pas de cadeaux), même si, dans un tout autre registre, l'avenir de Sébastopol, en tant que base de la flotte russe de la Mer Noire, au-delà du terme légal de 2017 n'est pas réglé et dépend de l'accord de Kiev.

L'Union européenne, de son côté, avait perçu très sympathiquement la révolution orange, pro-occidentale. Le prédécesseur du nouveau président, Viktor Ioutchenko envisageait ouvertement et dans les délais les plus brefs l'adhésion ukrainienne, non seulement à l'Union européenne, mais également à l'OTAN. George Bush, alors président des États-Unis, plaidait pour l'entrée de l'Ukraine dans l'Alliance Atlantique. Le Kremlin, par contre, ne pouvait pas supporter cette idée, d'autant que l'Ukraine au moment de la désagrégation de l'URSS a co-fondé une « Communauté des États indépendants » qui existe toujours avec la Biélorussie, la Russie, la Moldavie, les anciennes Républiques caucasiennes et musulmanes d'Asie centrale de l'ex-URSS.

Certes, Ianoukovitch à peine élu s'est précipité à Bruxelles où il a parlé « d'intégration européenne » avec M. Barroso, mais celui-ci lui a répondu que la priorité des priorités pour la Commission européenne était d'accélérer les réformes sans lesquelles la stabilité politique est un leurre et, aussi, de parvenir à un accord dont l'Ukraine a grand besoin avec le FMI, sur le déblocage d'un nouveau prêt. Ce n'est qu'une fois ce nouvel accord conclu que le nouveau gouvernement ukrainien pourrait disposer d'une assistance financière de Bruxelles, dont le montant serait de l'ordre d'un demi-milliard d'Euros et qui viendrait s'ajouter à celui octroyé en Octobre 2008. Une « feuille de route » devra être établie pour mener à bien les négociations en cours avec l'UE, sur un accord d'association et de libre-échange, ainsi que la libération envisagée de visas.

L'Ukraine, d'autre part, a fait savoir qu'elle était disposée à participer à une négociation en cours avec la Biélorussie et le Kazakhstan sous l'égide de la Russie, en vue de jeter les bases d'une Union douanière. En fait, le nouveau gouvernement ukrainien sachant que le destin hésite, peut donner le sentiment de vouloir jouer sur les deux tableaux : la Russie et l'Union européenne.

## **LA RUSSIE EN EUROPE : QUEL AVENIR ?**

Un tel jeu, si jeu il y a, prendrait, à mon sens, une toute autre signification si les rapports entre l'Union européenne et Moscou hérités de la guerre froide, changeaient de nature à leur tour et, si, notamment, l'Union européenne se donnait pour objectif, non seulement, comme c'est le cas aujourd'hui, d'inventer un « partenariat oriental » avec les pays de l'Europe de l'Est et un nouveau traité d'association avec la Russie, mais une communauté élargie destinée à la lier en tant que telle à l'ensemble des pays européens de l'ancienne URSS. Cette vision globale de l'avenir se substituerait aux approches trop souvent purement bilatérales actuelles. Les liens bilatéraux préférentiels que la Russie s'est efforcée de construire ici avec l'Allemagne, là avec la France, là encore avec l'Italie, au cas par cas, notamment en matière industrielle ou énergétique, ne sont que des pis-aller. Ils ne contribuent pas à donner une vue d'ensemble harmonieuse des réalités complémentaires du vieux continent. Ainsi dans cette ambiance bilatéraliste, aucune disposition du Traité de Lisbonne n'empêchera la France, si Nicolas Sarkozy a décidé que les circonstances s'y prêtaient, de vendre au partenaire russe du matériel de guerre affiné – en l'occurrence quatre porte-hélicoptères, bâtiments de projection et de commandement de classe « Mistral » destinés à la marine russe, dont Dmitri Medvedev est venu négocier l'achat lors de son récent voyage à Paris.

Si on se place dans une perspective à long terme, on ne voit pas pourquoi l'Union européenne devrait d'ailleurs porter ombrage à une Russie qui appartient à la même civilisation qu'elle, comme cela saute aux yeux quand on évoque l'univers culturel même si l'imaginaire russe a ses spécificités. Une Russie, en tout cas, dont la quête de démocratie lui a valu d'adhérer au Conseil de l'Europe en 1996 et dont elle vient, au surplus, de ratifier la réforme de la Cour européenne des droits de l'homme, alors qu'elle a été, dans les faits, le pays qu'elle a le plus sanctionné lors du conflit tchétchène. Hélène Carrère d'Encausse, (d'origine russe) Secrétaire perpétuelle de l'Académie française, s'interrogeait récemment dans un quotidien parisien : « Quel statut pour la Russie (dans l'Europe en formation) ? Telle est, en définitive la question posée. Sur le fond, ce vers quoi l'on tend est un partenariat privilégié, mais l'expression a été trop galvaudée et son contenu est imprécis. Il faut imaginer et définir un lien inédit qui fasse de la Russie un pays appartenant à la famille européenne sans y être juridiquement incorporée (...). Un tel statut ne serait pas discriminant et il donne à l'Europe une dimension nouvelle », en vertu de laquelle, par exemple, la question ukrainienne ne serait plus considérée comme une question périphérique. De son côté, un tel

statut permettrait à la Russie de mieux affronter les conséquences prévisibles de la crise démographique qui traverse ses immensités intercontinentales, puisque sa population s'est réduite à 141.317.000 habitants en 2007 contre 146.200.000 encore au début du XXI<sup>ème</sup> siècle, répartis sur 17 millions de km<sup>2</sup> occupant onze fuseaux horaires. Cette crise démographique a, en effet, des implications stratégiques évidentes.

Certes, ces questions fondamentales pour l'avenir de l'Union européenne et de la Russie concernent le long terme, mais l'avenir doit toujours s'envisager à partir d'une prise de vue aussi précise que possible des exigences de l'actualité immédiate. C'est donc à son examen que je me propose maintenant d'en venir.

Côté négatif, la politique Medvedev – Poutine n'a guère changé de donne avec l'OTAN, depuis que le premier a été élu à la présidence de la Russie, avec 70,28 % des suffrages exprimés le 2 Mars 2008 et que le second, ancien président fédéral depuis 2000, est devenu premier ministre. En Mars 2008 également, l'arrivée d'Obama à la présidence des États-Unis n'a pas, semble-t-il, modifié jusqu'ici la perception de Moscou à l'égard de l'Alliance atlantique, si l'on en juge par ce que l'on sait de la mise à jour de la politique russe de défense signée par Medvedev, le 5 Février 2010, et rendue publique sur le site du Kremlin. Moscou perçoit toujours l'Alliance atlantique comme au temps de la guerre froide. De plus, la nouvelle doctrine envisagerait, sans plus préciser, l'envoi de troupes hors des frontières si « les intérêts de la Fédération et de ses citoyens » sont menacés. Enfin, le Kremlin reste opposé au projet de bouclier antimissile que Washington voudrait voir déployé en Europe orientale, même si la Russie propose un nouveau traité sur la sécurité en Europe destiné à pallier aux faiblesses de l'actuelle OSCE (Organisation de la sécurité et de la coopération en Europe) créée en 1996 pour se substituer aux Accords de la Conférence d'Helsinki, de Juillet 1973. Projet qui a jusqu'ici laissé les occidentaux interrogatifs.

Manifestement, Moscou attache encore une attention disproportionnée aux soi-disant menaces occidentales, alors que les véritables menaces se situent essentiellement aujourd'hui au sud des frontières sibériennes. Si la Chine surpeuplée voit encore surtout dans les espaces sibériens un réceptacle enviable de matières premières de toute nature, il existe potentiellement des revendications territoriales chinoises sur les vastes étendues de l'Extrême-Orient russe et de grandes incertitudes en Asie centrale. La nature, c'est bien connu, a horreur du vide.

De même, Washington a critiqué les « ambiguïtés » de la politique russe à l'égard de l'Iran, lui reprochant, notamment, d'avoir construit la centrale nucléaire de Bouchehr, dans le sud islamique. D'autre part, l'actuelle présidence russe ne peut pas continuer à faire « comme si » le 17 Septembre dernier, la présidence américaine n'avait pas officiellement renoncé aux

« bases antimissiles » prévues au temps de George Bush, en Pologne et en République tchèque, même si la Roumanie a accepté que des intercepteurs plus petits soient installés par l'OTAN, qui ne seront d'ailleurs opérationnels qu'en 2016. Et ce, bien que Washington et Bucarest aient souligné le fait que le projet n'était pas dirigé contre la Russie, mais visait à faire obstacle aux initiatives nucléaires imprévisibles d'Ahmadinejad et consorts, aujourd'hui au pouvoir à Téhéran. Encore plus significative est la récente déclaration du danois, Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'OTAN qui appelle de ses vœux l'édification d'un système antimissile qui englobe les pays de l'OTAN et la Russie, de Vancouver à Vladivostok.

- D'une manière générale d'ailleurs, le nouveau président américain, préconise la construction d'un monde sans armes nucléaires. On en est, certes, encore fort loin, même si Barak Obama vient de dévoiler sa doctrine limitant le rôle de l'armement atomique. De plus, le 25 Mars dernier, Russes et Américains sont parvenus à signer un accord de diminution de leurs arsenaux nucléaires respectifs. Ils en discutaient depuis près d'un an. Ce traité, diront les sceptiques, ne change rien fondamentalement... C'est exact, mais il va dans la bonne direction. Le Strategic Arms Reduction Treaty de 1991, vulgarisé sous le nom de START avait déjà permis de ramener le nombre de têtes nucléaires américaines et russes de 10.000 à 6.000, le « nouveau START » veut limiter les États-Unis et la Russie à 1550 chacun (et à 800 le nombre des vecteurs). Ce traité a d'ailleurs été signé à Prague par Medvedev et Obama, le 8 Avril, même si la question de la défense antimissile américaine en Europe reste ouverte. De plus, ce 12 Avril et demain se tient à Washington un « sommet contre le terrorisme nucléaire » auquel 47 chefs d'États participent, destiné à servir d'entrée en matière à la conférence internationale sur la non-prolifération prévue, le 28 Mai prochain, à New-York.
- C'est dans ce contexte de lente décontraction des défiances réciproques que le président Medvedev a rencontré le président de la République française, le 1<sup>er</sup> Mars dernier. A cette occasion, l'interlocuteur russe de l'Élysée se serait, enfin, rallié à l'idée de sanctions contre un régime iranien qui, sous couvert de construire une industrie nucléaire civile, est fortement soupçonné de mettre au point, tout simplement, sa bombe atomique et les lanceurs nécessaires à son usage.

Au cœur du Moyen Orient, une telle menace est inacceptable aussi bien pour les pays du Golfe persique, que pour Israël et les puissances occidentales. Au-delà, c'est tout simplement une menace qui ne peut laisser personne indifférent. Medvedev a pris grand soin, cependant, de plaider en faveur de sanctions au niveau de l'ONU qui, a-t-il précisé, devraient viser les pouvoirs en place à Téhéran, mais « préserver la population

iranienne ». Au niveau du Conseil de Sécurité, un veto chinois devrait encore nécessairement être évité.

- Par contre, nous devons mettre à l'actif de Dmitri Medvedev, le coup de balai auquel il a procédé le 18 février dernier en décidant de mettre fin aux abus et manquements des forces de l'ordre : 17 généraux, 2 vice-ministres et divers responsables régionaux du MVD (services de sécurité) ont été limogés. En même temps, le président russe a annoncé un renforcement des peines encourues par les policiers accusés de délits criminels. Se trouveront ainsi sanctionnés les meurtres et abus de toute nature dont sont accusées les forces de l'ordre agissant trop souvent avec une brutalité héritée d'une autre époque. Le général Edelev, ancien du KGB, vice-ministre de l'intérieur, responsable des opérations anti-terroristes dans le Nord Caucase, proche du président tchétchène pro-russe, Ramzan Kadyrov, a fait tout particulièrement les frais de cette purge administrée au plus haut niveau.

Dans la foulée, promesse a été faite d'instaurer également des poursuites pénales à l'égard des juges corrompus et d'indemniser les victimes, tandis qu'une super-région comprenant le territoire (russe) de Stravopol, les Républiques caucasiennes, membres de la Fédération de Russie, dont trois, au moins, sont à forte composante musulmane, et gangrénées par l'islamisme radical : l'Ingouchie, la Tchétchénie (en guerre discontinue depuis 1995), le Daghestan. Mosaïque d'ethnies et terre de tous les trafics à commencer par les armes et la drogue, le Caucase nord-oriental s'est islamisé à la faveur des tueries de Tchétchénie. Medvedev a voulu innover en confiant la supériorité de la nouvelle entité législative, non pas à un homme de l'ex-KGB, mais à un oligarque gestionnaire, Alexandre Khloponine.

Mais, celui-ci était à peine en charge que des attentats meurtriers survenus à Moscou, le 29 Mars dernier, causaient la mort de 39 personnes, des dizaines d'autres étant mutilées à vie. L'attentat a été rapidement imputé à des femmes kamikazes, appelées « Veuves noires ». L'une d'elles, Djennet Abdourakhmanova, une adolescente de 18 ans, était l'épouse d'un ancien rebelle daghestanais tué par les forces fédérales, le 31 Décembre 2009. Le chef des rebelles du Caucase, un islamiste radical répondant au nom de Dokou Oumarov a d'ailleurs revendiqué le massacre du métro de Moscou en accusant les militaires russes d'avoir donné l'exemple en envoyant récemment de vie à trépas, 22 civils, en Ingouchie.

Le 29 Mars, enfin, un nouvel attentat survenu au Daghestan et faisant 12 morts dont 9 policiers, a contribué à renouer avec la répression sur un mode majeur, d'autant que d'autres attentats sont survenus depuis lors dans le Caucase russe, faisant

des dizaines de victimes. Une poudrière caucasienne vient donc s'ajouter à celles qui ensanglantent l'Irak, l'Afghanistan, le Pakistan.

Medvedev, « face libérale d'un pouvoir russe bicéphale » pensait reprendre la main dans le Caucase en cherchant à promouvoir une « politique moderne et raisonnable », mais le voilà condamné à donner la priorité encore à la lutte contre le terrorisme, pendant que son mentor, Vladimir Poutine, invitait plus que jamais, à mener à son terme une répression sévère.

- Puis, dans un tout autre registre, le premier ministre russe s'est rendu à Katyn pour commémorer aux côtés de son homologue polonais, Donald Tusk, l'abominable assassinat par balles de près de 22.000 officiers polonais, en Avril 1940, sur ordre du politburo soviétique, c'est-à-dire de Staline.

Quand on se rappelle que Poutine a lui-même commencé sa carrière au KGB, on mesure l'étrangeté des voies qu'emprunte parfois le destin. Mais, le pire s'est produit quand – terrible coïncidence ou malédiction – le Président polonais, Lech Kaczynski, son épouse ainsi que nombre des personnalités les plus représentatives de la République polonaise actuelle, dont le chef d'État-major de l'armée, soit au total 96 personnes, ont péri, le 10 Avril, dans un accident d'avion survenu près de Smolensk, en Russie occidentale, alors qu'ils se rendaient précisément à Katyn pour le soixante dixième anniversaire de ce qui restera dans l'histoire comme l'un des premiers crimes contre l'humanité des débuts de la deuxième guerre mondiale. Après le crash du Tupolev, le président Medvedev a décrété une journée de deuil national et s'est rendu personnellement sur le lieu du drame, le dimanche 11 Avril.

Quid, maintenant, des relations de la Russie avec l'Union européenne liée à l'Amérique du Nord (États-Unis, Canada) au sein d'une Alliance Atlantique intégrée ? L'équation politique reste d'autant plus incertaine que l'approche cohérente de l'Union européenne demeure tout aussi limitée à l'égard de l'Europe orientale qu'elle ne l'est face aux problèmes de la Méditerranée, du Proche et Moyen Orient, en l'absence d'une vision politique d'ensemble qui incarne sa capacité à prendre comme telle des décisions d'importance sur le plan continental comme sur le plan mondial. Mon sentiment personnel est cependant, que la cadence et la violence des événements l'obligera plus rapidement qu'elle ne le pense à prendre des engagements et des responsabilités auxquels aujourd'hui encore elle se refuse, comme en témoigne l'invention du statut hybride de Madame Ashton en charge de notre politique étrangère générale.

## **OBAMA ENTRE DEFENSIVE ET REBOND**

C'est dans cet environnement qu'au début de l'ère d'Obama, leur premier président de couleur, les États-Unis d'Amérique, après avoir connu leur plus grande récession depuis 1946 (-2,4 %) et malgré la montée continue en puissance de la Chine, demeurent néanmoins la première puissance économique, financière, stratégique, technologique. L'ambition proclamée du nouveau leader était grande, en effet, quand il disait : « nous allons changer non seulement les États-Unis, mais le monde ». Qu'en est-il, en réalité, depuis qu'il a prêté serment devant des millions d'américains, le 20 Janvier 2009, sur les marches du Capitole ?

D'abord, on a pu mieux décrypter le personnage... Nicole Bacharan, fine observatrice de la vie politique américaine, a critiqué son « excessive prudence », une propension trop accusée au compromis et d'une manière plus générale, son « manque d'empathie ». Il est vrai que sa première année de présidence a été marquée par une provende plutôt modeste de résultats, notamment sur le plan international, même si sa persévérance et la conviction dont il a fait preuve avec le vote de l'assurance santé sont à mettre à son actif.

La première bonne nouvelle pour l'administration américaine est, en effet, venue à la fin de 2009, quand la réforme dont Obama avait fait le point d'orgue de sa candidature contre le républicain Mc Cain, a été votée par le Sénat le 24 Décembre dernier. Celui-ci a adopté par 89 voix contre 60 cette réforme, depuis l'institution de Medicare, l'assurance des personnes âgées en 1965. Selon le projet, d'ici quatre ans, 94 % des américains de plus de 65 ans seraient concernés.

La réforme Obama avait déjà été adoptée par la Chambre des représentants, le 7 Novembre précédent, avec seulement cinq voix de majorité. Restait à fusionner la version sénatoriale qui, entre autres choses, prévoyait la création d'une caisse d'assurance-maladie gérée par le secteur privé, alors que les Représentants envisageaient de confier la gestion de celle-ci au Gouvernement fédéral.

Aux États-Unis, le vote du Sénat a eu un petit côté « historique » : rarement, les honorables sénateurs n'avaient tant débattu et surtout délibéré la veille de Noël. Cela ne s'était pas vu, paraît-il depuis 1895. Il restait cependant à harmoniser les controverses subsistantes entre les deux copies d'un projet dont le coût a été chiffré à près de 940 milliards de dollars sur dix ans.

Le 21 Mars 2010, par 219 voix contre 212 (la majorité étant de 216 voix), la Chambre des Représentants s'est prononcée sur le projet de Loi des sénateurs avec pas moins de 143 pages d'amendements rectifiant le document. Un combat d'arrière garde et des batailles de procédure ont suivi. La constitutionnalité du projet sera encore au cœur des polémiques, les Républicains dans leur grande majorité, estimant, en effet, que le domaine de la santé appartient aux États et ne relève pas du droit fédéral.

Par ailleurs, les adversaires d'Obama imputent à leur président les résultats mi-figue, mi-raisin de la politique économique et sociale américaine, oubliant un peu vite que celui-ci a hérité au début de l'an passé, en accédant à la Maison Blanche, d'une situation redoutable.

En engageant un plan de relance de 787 milliards de dollars, il a quand même favorisé le retour d'un minimum de croissance dès le troisième trimestre 2009, même s'il est vrai, par contre, que le chômage a gagné du terrain ; que la détermination présidentielle a imposé une surtaxe après les annonces relatives aux profits massifs et (je le cite) « les bonus obscènes d'établissements qui ne doivent leur survie qu'au peuple américain », n'a pas encore – tant s'en faut – réglé les contentieux consécutifs à la crise financière. Et puis, Washington doit encore, par ailleurs, faire face aux conséquences d'un déficit fédéral qui, de 455 milliards de dollars en 2007, a atteint 1414 milliards en 2009 et devrait être de l'ordre de 1600 milliards cette année, tandis que le Sénat américain a dû approuver un relèvement du plafond de la dette de 12.374 milliards de dollars à 14.294 ! C'est-à-dire d'environ 1900 milliards de dollars.

Les préoccupations de la politique américaine ont été telles que le bilan de la présence de Washington dans les affaires mondiales depuis l'arrivée d'Obama peut laisser dubitatif. Certes, les États-Unis viennent de conclure un accord de limitation des armements nucléaires avec la Russie et ils ont commencé à s'extraire du borbier irakien, mais ils sont plus profondément que jamais impliqués en Afghanistan et au Pakistan, même si l'envoi de militaires supplémentaires à Kaboul, Kandahar et autres lieux à hauts risques, s'est accompagné de la promesse d'un retrait de principe des forces américaines dès Juillet 2011, alors que jamais la guerre n'a été plus sanglante et les attentats plus nombreux. Face au président Afghan, Hamid Karzai, qui affirme sa détestation des occidentaux, les américains admettent maintenant qu'ils se sont appuyés sur une planche pourrie. Mais, il est bien tard pour en mesurer les conséquences. A cet égard, le discours moralisateur que lui a tenu Obama lors d'un voyage éclair à Kaboul, le 28 Mars, n'a fait qu'envenimer les choses. Karzai a fait savoir publiquement qu'il était prêt à retourner sa veste. Mais rien ne dit ce qu'en feraient les Talibans.

De même, la politique de « la main tendue » à l'Iran n'a en rien altéré la détermination nucléaire de Téhéran, tandis qu'en Israël, Washington a surtout connu des déboires, voire des rebuffades.

Avec la Chine, la querelle du Yuan s'est poursuivie, mais, sans résultat pour le moment. On pourrait multiplier les exemples. Avec les européens, enfin, les relations laissent franchement à désirer. Obama ne comprend pas cette Europe politiquement divisée dont le Traité de Lisbonne a accouché. Visiblement la question : « l'Union européenne, quel numéro de téléphone ? » reste entière depuis Kissinger, du moins dans les cercles du pouvoir Outre-Atlantique.

Le renvoi à une date ultérieure du « Sommet annuel euro-américain », prévu à Madrid, témoigne de cet agacement de la Maison Blanche et du Département d'État. A qui s'adresser ? M. Zapatero qui souhaitait le recevoir au nom de la présidence espagnole du Conseil des Ministres en exercice ? M. Van Rompuy qui préside les chefs d'État et de gouvernement dans leur propre Conseil européen ? M. Barroso qui préside la Commission et garde, à ce titre, la haute main sur le commerce ? La britannique Cathy Ashton qui fait le grand écart entre les États et la Commission quand il est question des affaires de politique étrangère générales des 27 pays partenaires de l'Union ? Décidément, l'Europe est toujours aussi compliquée.

Alors, Obama, tout naturellement, tend à la confondre avec l'OTAN où les États-Unis gardent le rôle majeur pour les questions sérieuses (la sécurité, la défense). C'est pourquoi il ne comprend pas que la Maison Europe ne s'élargisse pas plus rapidement, comme le souhaitent les britanniques qui, une fois pour toute, ont confié les priorités de la défense commune à l'Alliance atlantique. La Turquie est dans l'OTAN, en vertu de la guerre froide des années 1950. Pourquoi pas dans l'Union européenne de 2010, s'étonne le président américain ? Et les Balkans, idem ? Et l'Ukraine, pourquoi pas, également même si les Russes froncent les sourcils, alors qu'il souhaite en finir avec les contentieux hérités de l'ex-URSS ? Quant au « dada » européen de l'environnement, il a montré à Copenhague, en Décembre, qu'il lui préférerait le « réalisme » des grands producteurs du CO<sup>2</sup> : Chine mais, aussi précisément la Russie.

En fait, le président Obama quand il a le temps d'oublier les querelles qui opposent, dans le territoire de l'Oncle Sam, Main Street (le pays profond) avec ses tee-party et Wall Street (le business, sans lequel l'Amérique ne serait plus vraiment tout à fait elle-même), ne doit pas être loin de penser à l'Union européenne de la manière que j'indique, même si, par la force des choses, avec l'expérience sa perception exacte des dominos du monde évoluera.

Pour l'heure, aussi, Obama sait que, malgré tout ce qu'on a pu lui reprocher, il a gagné une manche décisive : l'assurance maladie lui permet, en effet, d'envisager avec plus de sérénité l'approche des élections à mi-mandat du 2 Novembre prochain. Un tiers des sièges du Sénat et la totalité de la Chambre des représentants seront en cause. Même si, pour l'heure, pas une voix républicaine n'a rallié Healthcare.

- Enfin, toujours dans le domaine de la politique étrangère, Obama bien qu'il ait reçu le prix Nobel de la Paix sous les applaudissements des Norvégiens à Oslo, en Décembre 2009, a sur les reins des conflits qui n'ont cessé de s'envenimer, à commencer par le conflit afghan dont les bases arrières sont au Pakistan, et maintenant ceux de la zone somalo-yéménite, au débouché de la Mer Rouge, sans oublier les conséquences de la tentative d'attentat sur le vol Amsterdam-Détroit, le Vendredi 25 Décembre dernier, qui transportait 278 passagers et 11 membres d'équipage. Tentative venue rappeler à Washington, que les États-Unis demeuraient la cible privilégiée d'Al-Qaida qui a revendiqué l'évènement.

La décision de devoir envoyer plusieurs dizaines de milliers d'hommes en Afghanistan venant s'ajouter aux 30.000 militaires de la mission sous commandement américain «Enduring Freedom» et aux 34.800 hommes qui se trouvaient déjà dans les massifs inhospitaliers de l'Hindu Kuch, peut être considérée comme lourde de conséquences potentielles.

Le fait que la date de Juillet 2011 ait été retenue pour le retrait des forces américaines d'Afghanistan, dans la perspective des nouvelles élections, ne doit pas faire illusion... Tout dépendra de la capacité de « finir le boulot », et des possibilités pour les militaires et le matériel de guerre de l'OTAN de continuer à accéder en pays afghan, grâce à des bases relais localisées dans des zones instables comme le Pakistan ou le Kirghizstan, en Asie centrale où une insurrection faisant 79 morts vient de balayer la démocratie despotique en place depuis la « révolution des tulipes » de 2005.

La situation a continué à se dégrader, ces derniers mois, en Afghanistan, alors que la clé de la guerre talibane se trouve au Pakistan voisin où la caste militaire et les services secrets restent obsédés par le voisinage du continent indien. Et ce, tandis que 70.000 hommes de troupes américaines sont toujours immobilisées en Irak, cantonnées hors des villes, au moins jusqu'en Août 2010, près de 50.000 militaires restant alors, en principe toujours déployés, au titre de « conseillers de sécurité » jusqu'à la fin 2011. Planification crédible si tout se passe comme prévu même si la stratégie du chaos qui se manifeste encore par des attentats-suicides meurtriers continue son œuvre de mort entre Tigre et Euphrate. A cet égard, le fait que toutes les communautés se soient mobilisées

pour participer aux élections législatives du 7 Mars 2010, est plutôt un bon signe, mais le taux de participation n'a pas dépassé 62% contre 76 % en 2005 et, après sept années de guerre et d'occupation américaine, les choix politiques paraissent toujours aussi confus, à Bagdad.

Et puis, enfin, toujours dans le domaine de la politique extérieure, les États-Unis restent confrontés ainsi que, d'une manière générale le monde Occidental, à la problématique iranienne.

- L'actuel gouvernement de Téhéran en état de guerre verbale avec Israël n'a cessé, en effet, de ruser avec les négociateurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique et les membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU (États-Unis, Chine, Russie, France, Grande-Bretagne), même, s'il faut souligner le fait que la Chine et la Russie ont souvent joué dans cette affaire en solo, par exemple, en 2008, quand Moscou et Pékin se sont opposées à de nouvelles sanctions et que les grands pays émergents, tel le Brésil sont demeurés sur la réserve à cet égard.

L'Iran est, cependant, plus que jamais, soupçonné, de réunir tous les éléments technologiques qui lui permettront, le moment venu, de disposer de l'arme nucléaire. Depuis 2006, d'ailleurs, l'ONU a déployé avec les américains un premier vaste dispositif de sanctions. Tout cela n'a servi à rien. Nous assistons donc à une interminable « partie de ping-pong » diplomatique. Peut-être, cependant, comme nous l'avons vu, les choses vont-elles commencer à bouger, le président Obama libéré de ses soucis de politique intérieure s'y emploie activement désormais.

Une chose est, en tout cas, certaine : l'état de perplexité suscité par l'attitude iranienne telle qu'elle s'incarne dans Ahmadinejad et ses supporters ne saurait indéfiniment traîner en longueur. La Maison Blanche a renforcé, à toutes fins utiles, les bases américaines dans le Golfe Persique qui restent en état d'alerte permanent. Le Q.G. de la Vème flotte est installé à Bahreïn, celui du commandement central pour le Moyen-Orient veille au Qatar. Huit nouvelles batteries anti-missiles Patriot ont été installées aux Koweït et Émirats arabes unis, ainsi qu'à Bahreïn. L'Arabie Saoudite a mis en place, dans le Golfe, une force militaire de plusieurs dizaines de milliers d'hommes, à toutes fins utiles.

- La situation au Proche et Moyen-Orient est d'autant plus dangereuse qu'elle reste entre les israéliens et les palestiniens complètement bloquée. Les islamistes du Hamas qui contrôlent la bande de Gaza ont refusé de participer à des élections annoncées à Ramallah pour le 24 Janvier dernier et qui n'ont pu se tenir. Le mandat de Mahmoud Abbas à la présidence de l'Autorité palestinienne a été prolongé pour une durée

indéterminée. Agé de 74 ans, l'homme qui a succédé à Yasser Arafat est apparemment à bout de souffle. On parle de plus en plus du Premier ministre, Salem Fayçal pour lui succéder. Mais que peuvent faire réellement les héritiers de l'Organisation de Libération de la Palestine aujourd'hui ?

Le Vice-président américain, Joe Biden est venu, en personne, le 8 Mars dernier à Jérusalem et Ramallah pour tenter de renouer les fils d'une négociation moribonde. Malheureusement, l'annonce, pendant son séjour, de la construction d'une nouvelle tranche de 1600 logements israéliens à Jérusalem-est, a tout fait capoter, alors que le haut responsable de l'administration d'Obama, venait encore de déclarer : « la pierre angulaire de notre relation est notre engagement absolu, total et sans réserve en faveur d'Israël ».

Le camouflet israélien a amené la Maison Blanche à condamner une « décision unilatérale » qui ressemble fort à un pied de nez. En fait, comme l'a répété M. Netanyahou devant des milliers de délégués du principal lobby juif aux États-Unis : « l'État Hébreu n'a pas varié depuis 1967 à propos de Jérusalem considéré comme sa capitale éternelle depuis 3.000 ans ». Concernant la Cisjordanie, le premier ministre israélien en est resté à l'offre d'une suspension temporaire du processus de colonisation. Même si le 19 Mars 2010, le « quartet » composé des USA, de l'ONU, de l'U.E. et de la Russie réuni à Moscou, a dit le contraire et même si, au cours d'un entretien qui s'est tenu à huis-clos à Washington, le 24 Mars, le président américain a exigé du premier ministre d'Israël des engagements à propos de la colonisation de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie, afin de préserver les chances (à vrai dire bien minces) d'un dialogue pacifique.

Venant après la condamnation par l'Union européenne des conditions dans lesquelles l'un des principaux responsables du Hamas, Mahmoud Abou Al Mahbou fut assassiné par les services secrets israéliens, dans un grand hôtel de Dubai, le 20 Janvier dernier, en utilisant de faux passeports britanniques, français, allemands, irlandais et même australiens, Israël est entré indéniablement dans une phase diplomatique difficile. Mais si le « Dubaïgate » n'a eu que des incidences médiatiques, Abou Al Mahbou étant considéré comme le principal responsable de l'approvisionnement en armes du Hamas au Moyen-Orient, pour Washington, les priorités du danger iranien manifestement conditionnent les autres dans le chaudron Proche et Moyen Oriental toujours en ébullition. Même si Obama estime qu'il lui faut aussi compter dans l'épreuve de force qui se dessine, sur l'appui du monde arabe et en particulier, celui de l'Égypte et de la péninsule arabique.

Comme vous le voyez, l'Orient est encore plus difficile à décoder que le Traité de Lisbonne.

## **L'ANNEE DU TIGRE**

Bref , pour en terminer avec cette prise de vue planétaire, rappelons que si la Chine fête en 2010 « l'année du tigre », c'est toujours sur le marché mondial que son emprise se fait sentir, en s'apprêtant à célébrer le 1<sup>er</sup> Mai, la fête du travail, avec d'impressionnants déploiements de drapeaux rouge bien sûr, mais surtout, avec l'ouverture de l'exposition universelle de Shanghai. Ainsi la montée en puissance chinoise se poursuit à un rythme qu'aucun pays au monde ne peut espérer lui disputer.

Sa boulimie de matières premières a contribué d'ailleurs à refaire monter, par exemple, le prix du pétrole à 85 dollars/baril, même si des tensions opposent Pékin à Washington, à propos du cours trop faible du yuan fixé autour de 8,83 dollars depuis 2008, ou à propos du géant de l'internet, Google, qui a dû se replier sur Hong-Kong où le moteur de recherche serait moins soumis à une obligation de filtrage qu'en Chine populaire proprement dite, du moins, aujourd'hui !

Comme l'observait récemment le président groupe capital-investissement de la Chambre de commerce européenne à Pékin, le géant asiatique « place ses pions à travers le monde ».

OoO

En conclusion, qu'observons-nous ? Nous vivons les séquelles d'une crise économique majeure qui a frappé le monde industriel de plein fouet. J'entends par là, essentiellement (mais pas seulement) le vieux continent et les Etats-Unis.

L'effondrement global du système a été évité au prix d'une accumulation fabuleuse de dettes agrémentées de déficits publics croissants et d'un lourd rebond du chômage.

C'est le prix qu'il a fallu payer pour les dérèglements financiers, ou plus exactement ce que Pierre-Yves Gomez, directeur de l'Institut français du gouvernement des entreprises, a appelé l'émergence d'un « capitalisme à irresponsabilité illimitée ».

L'Union européenne, quant à elle, après avoir laborieusement fini par accoucher du Traité de Lisbonne, a pu mieux mesurer combien sa cohésion économique et monétaire demeurait fragile et déséquilibrée, y compris, au sein de la zone euro. Sur le plan mondial de surcroît, son inconsistance en tant qu'acteur politique global, reste évidente.

En France, une seule obsession domine la classe politique : les futures élections présidentielles. Nos voisins, Grands Bretons, se préparent, pour leur part, à en découdre le 6 Mai pour la bataille de Westminster qui opposera Gordon Brown, David Cameron et Dick Clegg. En Allemagne, la Chancelière a les yeux rivés sur le match électoral dont la Rhénanie-Nord Westphalie sera le théâtre le 9 Mai. Une défaite de la CDU lui coûterait la majorité dont elle dispose au Bundestag. Alors qu'en Italie, où la Ligue du Nord a emporté le Piémont et la Vénétie, la majorité berlusconienne demeure insubmersible.

A chacun son microcosme !

C'est peu dire, par ailleurs, que l'Europe quadricéphale (Ashton + Barroso + Van Rompuy + Zapatero) a encore du mal à s'affirmer.

Le monde, lui, continue à tourner sans boussole. Nous vivons dans une société internationale globalisée mais aussi plus que jamais fragmentée : 193 États au dernier recensement Onusien et plusieurs zones ouvertement conflictuelles.

Mais, tout ceci sera surmonté si on sait vers quel objectif on veut tendre. Le 9 Mai prochain, nous célébrerons le soixantième anniversaire de l'appel de Robert Schuman inspiré par Jean Monnet, invitant (je cite) au « rassemblement des nations européennes qui exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée ». Et encore, (je cite à nouveau) « Par la mise en commun de productions de bases et l'institution d'une Haute autorité nouvelle », il sera possible de « réaliser les premières assises concrètes d'une Fédération européenne indispensable à la préservation de la paix ». Monnet et Schuman, le charentais et le mosellan, étaient des visionnaires ? En fait, ils étaient surtout des hommes d'action qui n'avaient rien de doctrinaires dogmatiques puisque, disait la Déclaration du 9 Mai 1950, « l'Europe se ferait essentiellement par des réalisations concrètes créant une solidarité de fait ».

C'est ce qu'ont tenté de faire les traités communautaires successifs et ils y sont, au moins partiellement parvenus, mais lentement, trop lentement, eu égard au rythme des événements qu'impose l'univers auquel nous appartenons. Le monde n'attend pas.

Dans ses « clés pour l'action » Jean Monnet aimait citer cet avertissement :

« Where there is no vision, the people perish »

(“Là où manque l’imagination, les peuples périssent”)

Puissions-nous, nous en souvenir tant qu’il en est encore temps.

Jean-Pierre GOUZY

Paris, le 12 Avril 2010